

Monsieur Thierry D'ABOVILLE
Secrétaire général

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
ADMR
184 A du Faubourg Saint-Denis
75010 PARIS

Paris, le **21 DEC. 2022**

Affaire suivie par : Antoine DROZIERE
Téléphone : 01 40 45 96 46
Courriel : antoine.droziere@service-civique.gouv.fr

N° Agrément : NA-000-22-00375-00

Monsieur le Secrétaire général,

Votre dossier en vue du renouvellement de l'agrément de Service Civique de votre organisme m'est bien parvenu et je vous en remercie.

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'après examen de votre dossier et conformément à l'article R. 121-35 du code du service national, nous avons décidé de vous délivrer l'agrément sollicité. Cette décision porte sur quarante postes pour l'année 2023 et douze pour le premier trimestre 2024.

Vous trouverez en annexe un document récapitulant l'ensemble des obligations relatives aux organismes agréés. Par ailleurs, dans le cadre de ce renouvellement, les services de l'Agence suivront plus particulièrement la manière dont votre organisme :

- assurera la mise en œuvre de la formation civique et citoyenne, telle que définie dans le guide à destination des organismes d'accueil ;
- assurera l'animation et la coordination de l'agrément au profit de votre réseau d'établissements secondaires et de membres et garantira le respect des exigences liées au Service Civique dans l'ensemble des organismes d'accueil au sein desquels les volontaires sont mis à disposition.

Je vous rappelle que les annonces relatives aux missions doivent être publiées sur le site internet du Service Civique et se conformer aux contenus agréés par l'Agence, tout en adaptant leur formulation en vue d'une pleine compréhension et accessibilité par les candidats.

Je vous informe que l'Agence du Service Civique a inscrit, dans le cadre du Plan d'action adopté par le Comité stratégique du Service Civique pour l'année 2022, deux grandes priorités : renforcer et développer les bénéfices de l'expérience de Service Civique pour les volontaires et permettre au Service Civique de toujours mieux répondre aux enjeux et attentes de la société.

Je vous rappelle que cet agrément vous est accordé pour une durée de trois ans à compter de la date de signature de cette décision. Il sera renouvelable par décision expresse. Comme le précise l'avant dernier article de la décision ci-jointe, le niveau et la programmation des autorisations d'accueil des volontaires pourront être révisés en cours d'exécution au regard, en particulier, du niveau d'exécution des autorisations. Plus précisément, il vous est demandé de mettre en œuvre vos recrutements en conformité avec le calendrier d'accueil annexé, en fonction de la durée des missions, sans anticiper vos recrutements, et de ne pas les différer au-delà de trois mois après la date d'accueil envisagée. Dans ce dernier cas, l'Agence se réserverait le droit, en lien avec vous, d'annuler les autorisations d'accueil non réalisées. Par ailleurs, aucun recrutement ne pourra intervenir après le 31 décembre de l'année pour laquelle l'accueil a été programmé et au-delà de la date de validité de la présente décision.

J'attire votre attention sur le fait qu'il est impératif que le contrat du volontaire soit validé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) avant la date de démarrage effectif de la mission. Vous seriez en effet exposé, en cas de non validation du contrat, à devoir prendre à votre charge la totalité de l'indemnisation et des éventuels frais de santé du volontaire pour sa période de mission réalisée. Cette validation s'effectue à travers l'application extranet « ELISA », grâce à l'habilitation qui a été délivrée à la direction régionale de l'ASP dont vous relevez.

Je vous remercie de vous impliquer à nos côtés pour faire vivre les valeurs de l'engagement et de la solidarité et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma considération distinguée.

Par délégation de la Présidente de l'Agence du Service Civique

Le Directeur général de l'Agence du Service Civique



Grégory CAZALET

Décision n° NA-000-22-00375-00

Portant agrément au titre de l'engagement de Service Civique

La Présidente de l'Agence du Service Civique

Vu le code du service national, notamment son titre I^{er} bis ;

Vu la décision NA-000-19-00387-00 du 31 décembre 2019 délivrée dans le cadre de l'agrément initial au titre de l'engagement ;

Vu, avec pièces à l'appui, la demande d'agrément présentée le 12 octobre 2022 par l'organisme intéressé ;

Décide :

Article 1^{er}

L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS ADMR dont le siège social est situé 184, rue du Faubourg Saint-Denis 75010 PARIS (N°SIRET : 77566657100127) est agréée, pour une durée de trois ans à compter de la signature de la présente décision, au titre de l'engagement de Service Civique.

La liste des membres de l'union mentionnée au premier alinéa bénéficiant, en application de l'article R. 121-36 du code du service national, de l'agrément accordée à celle-ci est annexée à la présente décision.

Article 2

Les missions susceptibles d'être accomplies par les personnes accueillies en Service Civique sont les suivantes :

Thème	Numéro	Sous-numérotation	Intitulé
Solidarité	1	A	Agir pour la prévention et l'accompagnement des personnes âgées et/ou en situation de handicap.
Solidarité	1	B	Participer à des actions collectives solidaires afin de renforcer le lien social.

Article 3

L'organisme mentionné à l'article 1^{er} est autorisé, entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023 à engager 320 mois de service et à consommer 222 mois de service selon la répartition indicative détaillée en annexe. Le nombre de mois engagés mentionné ci-dessus ne pourra faire l'objet d'aucun report.

Article 4

L'organisme mentionné à l'article 1^{er} est autorisé, entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024 à engager 96 mois de service et à consommer 96 mois de service selon la répartition indicative détaillée en annexe. Le nombre de mois engagés mentionné ci-dessus ne pourra faire l'objet d'aucun report.

Article 5

Pour l'accomplissement des missions énumérées à l'article 2, l'organisme agréé est autorisé à mettre à la disposition d'organismes tiers, les volontaires qu'il accueille, dans la limite de 22 volontaires.

Article 6

La présente décision pourra, en cours d'exécution, être révisée à l'initiative de l'administration, au regard en particulier du niveau d'exécution des autorisations accordées.

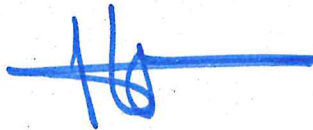
Article 7

Le directeur général de l'Agence du Service Civique est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Paris, le **21 DEC. 2022**

Par délégation de la Présidente de l'Agence du Service Civique

Le Directeur général de l'Agence du Service Civique



Grégory CAZALET